

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

5 novembre 2020

**EXPOSÉ D'ORIENTATION
POLITIQUE (*)**

**de la ministre
de la Coopération au développement,
chargée des Grandes villes**

I. Politique des Grandes villes.....	3
II. Solidarité internationale.....	6

Voir:

Doc 55 1610/ (2020/2021):

001: Liste des exposés d'orientation politique.
002 à 017: Exposés d'orientation politique.

(*) Conformément à l'article 121*bis* du Règlement.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

5 november 2020

BELEIDSVERKLARING (*)

**van de minister
van Ontwikkelingssamenwerking,
belast met Grote Steden**

I. Grootstedenbeleid.....	3
II. Internationale Solidariteit.....	6

Zie:

Doc 55 1610/ (2020/2021):

001: Lijst van beleidsverklaringen.
002 tot 017: Beleidsverklaringen.

(*) Overeenkomstig artikel 121*bis* van het Reglement.

03401

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

I. — DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE EN MATIÈRE DE LA POLITIQUE DES GRANDES VILLES

Il y a un peu plus de vingt ans, le gouvernement fédéral annonçait sa volonté de mettre en place un programme d'empressement pour l'amélioration du cadre de vie et du logement dans les grandes villes. C'est ainsi que la politique fédérale des grandes villes était née. À l'époque, la plupart des villes belges étaient déjà aux prises de l'exode urbain depuis un certain temps et le fossé entre quartiers pauvres et quartiers riches s'était creusé au fil des ans. Tandis que certains quartiers étaient aisés, d'autres malheureusement s'appauvrirent.

Suivirent alors des programmes de soutien concrets, sous forme de contrats de ville et de contrats logement, en vue d'améliorer les conditions de vie et de logement des habitants et la cohésion sociale dans les quartiers sensibles. Une collaboration mûrement réfléchie entre le pouvoir fédéral et les autorités communales était un élément crucial de la politique des grandes villes. À la suite de la sixième réforme de l'État en 2011, la plupart des compétences et des moyens ont été transférés aux régions. Il a été convenu que le fédéral ne consacrerait dès lors plus de moyens à des projets relevant de la responsabilité des Régions. Mais aujourd'hui encore, la politique fédérale des grandes villes a toujours un rôle à jouer.

Depuis 2007, la politique des grandes villes rémunère les médiateurs locaux dans le cadre des sanctions administratives communales. C'est actuellement le cas dans 30 villes. Ces villes interviennent également dans les communes voisines, ce qui porte à plus de 300 le nombre de communes concernées. Une évaluation de ce fonctionnement est en cours. En outre, la politique des grandes villes représente le pays lors de forums internationaux, notamment de l'Union européenne et des Nations unies. Et ce conjointement ou non avec les régions. Enfin, des marchés de recherche scientifique sont lancés en soutien à la politique urbaine et des réunions de partage de connaissances sont organisés. La politique des grandes villes est une compétence transversale confiée au Service Public Fédéral de programmation (SPP) Intégration sociale. La politique des grandes villes repose sur une collaboration maximale et une synergie avec les autres domaines de compétences.

En tant que ministre chargée des grandes villes, je souhaite tout d'abord engager un dialogue ouvert avec celles-ci. Les villes peuvent apprendre les unes des autres et se renforcer mutuellement. Elles apportent des solutions innovantes et concrètes aux grands enjeux sociétaux tels que: l'inégalité, l'emploi, l'environnement, la migration, la mobilité et la sécurité...

I. — BELEIDSVERKLARING GROOTSTEDENBELEID

Ruim twintig jaar geleden kondigde de federale regering aan dat ze een impulsprogramma voor de verbetering van het leef- en woonklimaat in grote steden wilde opzetten. Dat werd het federaal Grootstedenbeleid. De meeste Belgische steden kampten toen al een tijd met stadsvlucht en de kloof tussen arme en rijke wijken was in de loop van de jaren dieper geworden. Sommige wijken waren welstellend, andere stadsdelen kleurden erg donker in de armoedeatlas.

Er volgden concrete ondersteuningsprogramma's in de vorm van stadscontracten en huisvestingscontracten ter verbetering van de leef- en woonomstandigheden van de bewoners van en de sociale samenhang in probleemwijken. Cruciaal in het gevoerde Grootstedenbeleid was een doordachte samenwerking tussen de federale overheid en de stadsbesturen. Na de zesde staatshervorming uit 2011 is het grootste deel van de bevoegdheden en middelen naar de gewesten overgeheveld. De afspraak was dat de federale overheid vanaf dan geen middelen meer zou besteden aan projecten waarvoor de regio's verantwoordelijk zijn. Maar ook vandaag blijft er nog een rol voor het federaal Grootstedenbeleid weggelegd.

Sinds 2007 betaalt Grootstedenbeleid in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties bemiddelingsambtenaren in de steden. Momenteel is dat het geval in 30 steden. Die steden bemiddelen ook bij de burens, zodat meer dan 300 gemeenten worden bereikt. Een evaluatie van die werking is lopende. Daarnaast vertegenwoordigt Grootstedenbeleid het land op internationale fora, onder meer van de Europese Unie en de Verenigde Naties. Dat gebeurt al dan niet samen met de regio's. Tot slot worden opdrachten voor wetenschappelijk onderzoek ter ondersteuning van stedelijk beleid uitgeschreven en momenten van kennisuitwisseling georganiseerd. Grootstedenbeleid is een transversale bevoegdheid, ondergebracht in de Programmatorische federale overheidsdienst (POD) Maatschappelijke integratie. Grootstedenbeleid steunt op maximale samenwerking en op synergie met andere bevoegdheidsdomeinen.

Als minister bevoegd voor Grootstedenbeleid wil ik in eerste instantie een open dialoog met de steden aangaan. Die kunnen van elkaar leren en elkaar versterken. In steden worden vernieuwende, concrete oplossingen bedacht voor de grote maatschappelijke vraagstukken zoals ongelijkheid, werkgelegenheid, leefmilieu, migratie, mobiliteit of veiligheid...

La pandémie, sans précédent, qui sévit actuellement dans le monde a accentué les défis que nos villes ont à relever. Pour cela, il faudra en tenir compte et les soutenir dans les prochaines années.

Un réseau de villes

La politique des grandes villes mise sur le développement actif des connaissances et l'échange d'expériences entre celles-ci. Sans empiéter sur le terrain des régions, je souhaite rassembler et partager leur expertise. En faisant preuve d'ouverture d'esprit, nous pouvons tirer des leçons de ces pratiques innovantes qui se sont développées dans d'autres villes de notre pays, en Europe et dans le monde. Et avec lesquels nous avons déjà accumulé énormément de connaissances et d'expertise. Il importe surtout de les rendre accessibles de manière judicieuse (numérique) afin de pouvoir ensuite les partager et les diffuser. Cela peut également se faire dans le cadre de congrès ou d'autres moments d'échange. Pour l'instant, certaines villes belges n'ont encore que peu de liens avec les forums existants. Nous voulons les associer et les aider elles aussi.

Nous souhaitons développer un réseau de villes belges actif et productif. Comme formulé dans l'accord de gouvernement, nous réunirons les bourgmestres des villes et communes du pays pour un dialogue sur les grands enjeux sociétaux. Nous voulons ainsi stimuler et soutenir les échanges entre les villes des deux côtés de la frontière linguistique.

Le point de contact des villes

Je veux être un point de contact pour les villes au niveau fédéral. Nous voulons associer les villes à la politique fédérale, grâce à une concertation permanente et une communication directe avec les bourgmestres. Non seulement en ce qui concerne la politique en matière de pauvreté ou de santé – cela va sans dire – mais pourquoi pas aussi sur des thèmes tels que l'énergie, le climat, la radicalisation ou la sécurité? Les villes ont des aspects et des problèmes spécifiques à traiter. Nous voulons tendre la main aux bourgmestres de nos villes afin d'engager avec eux un dialogue sur les priorités urbaines.

Ensemble sur les forums internationaux

En collaboration avec les villes et les régions, je veux mettre nos priorités, à l'ordre du jour, des forums européens et mondiaux. Une politique urbaine intégrée, c'est aussi une histoire de coopération internationale: des villes de l'Union européenne et aux Nations Unies, en passant par les régions. La coopération internationale entre les villes et les autres niveaux de compétence peut être un levier crucial de l'indispensable transition et d'une réponse

De ongeziene pandemie die de wereld momenteel in zijn greep heeft, heeft de uitdagingen voor onze steden vergroot. Daar zullen die de komende jaren rekening mee moeten houden en kunnen wij hen ondersteunen.

Netwerk van steden

Met het Grootstedenbeleid zetten we in op actieve kennisuitbouw en ervaringsuitwisseling tussen steden. Zonder op het terrein van de regio's te komen, wil ik de expertise van steden bundelen en delen. Met een open blik kunnen we leren van wat in andere steden in ons land, Europa en de wereld aan innovatieve praktijken is gegroeid. En er is al enorm veel kennis en expertise opgebouwd. Het is vooral zaak die oordeelkundig (digitaal) te ontsluiten om ze vervolgens te delen en te verspreiden. Dat kan ook via congressen of andere uitwisselingsmomenten. Sommige Belgische steden hebben op dit moment nog weinig aansluiting bij bestaande fora. Ook hen willen we betrekken en bijstaan.

We willen een actief en vruchtbaar netwerk van Belgische steden uitbouwen. Zoals in het regeerakkoord geformuleerd: "We verenigen de burgemeesters van de steden en gemeenten in ons land voor een dialoog over grote maatschappelijke uitdagingen." Daarmee willen we de uitwisseling tussen steden aan beide zijden van de taalgrens stimuleren en ondersteunen.

Aanspreekpunt van de steden

Ik wil op het federale niveau een aanspreekpunt zijn voor de steden. In permanent overleg en via rechtstreekse lijnen met de burgemeesters willen we de steden op het federale beleid betrekken. Het ligt voor de hand dat we dat doen voor het armoede- of gezondheidsbeleid, maar waarom ook niet op thema's als energie, klimaat, radicalisering of veiligheid? Steden hebben specifieke invalshoeken of problemen aan te kaarten. We reiken graag de hand aan de burgemeesters van onze steden om met hen de dialoog over de stedelijke prioriteiten aan te gaan.

Samen op internationale fora

Samen met de steden en de regio's wil ik onze prioriteiten op de agenda van Europese en mondiale fora zetten. Een integraal stedenbeleid is ook internationaal een verhaal van samenwerking: van de steden over de regio's tot de Europese Unie en de Verenigde Naties. Internationale samenwerking tussen steden en de andere beleidsniveaus kan een cruciale hefboom zijn voor de broodnodige transitie en om daadwerkelijk in te

efficace aux grands enjeux de la mobilité, du climat, de l'aménagement du territoire et de la cohésion sociale... C'est pourquoi nous voulons mettre en place un partage ciblé des connaissances entre les villes de Belgique, d'Europe et du monde. Nous déterminerons encore plus précisément quels sont les réseaux internationaux qui offriront la plus grande valeur ajoutée. La présidence belge de l'Union européenne en 2024 constitue une excellente occasion de souligner le rôle prépondérant que les villes peuvent jouer dans l'approche des enjeux mondiaux. Nous entendons également veiller à la prise en compte des aspects urbains dans l'élaboration et la négociation des fonds européens (FEDER, FSE, etc.).

Selon l'ancien secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, le combat pour le développement durable sera gagné ou perdu dans les villes. Nous misons d'ores et déjà sur la première option.

spelen op de grote uitdagingen inzake mobiliteit, klimaat, ruimtelijke ordening, sociale cohesie... Daarom willen we doelgerichte kennisdeling opzetten tussen steden in België, Europa en de wereld. We zullen nog nader bepalen welke internationale netwerken de meeste toegevoegde waarde bieden. Het Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie in 2024 is een uitgelezen kans om de prominente rol te benadrukken die steden in de aanpak van de mondiale uitdagingen kunnen spelen. Ook bij het uittekenen en onderhandelen van de Europese fondsen (EFRO, ESF...) willen we de stedelijke invalshoek bewaken.

Volgens voormalig secretaris-generaal van de Verenigde Naties Ban Ki-moon wordt de strijd voor duurzame ontwikkeling in de steden gewonnen óf verloren. Wij gaan alvast voor het eerste.

II. — DÉCLARATION DE POLITIQUE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

We belong to each other. We stand together, or we fall apart.

António Guterres

Au début de l'année 2020, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a brossé, dans son discours sur l'état de l'Union, un tableau peu positif de la situation dans notre monde. La montée des tensions géopolitiques a engendré une certaine instabilité. Les personnes déplacées représentent 1 % de la population mondiale. 80 % de celles et ceux qui ont dû quitter leur foyer vivent dans des régions en proie à une grave insécurité alimentaire et à la malnutrition. António Guterres a également évoqué la crise climatique existentielle et a appelé à des mesures supplémentaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ce sont en effet celles et ceux qui polluent le moins qui font le plus les frais du réchauffement climatique. La biodiversité a disparu à une vitesse vertigineuse. Le dirigeant mondial a appelé à des efforts supplémentaires pour atteindre les *Objectifs de développement durable*. Des progrès ont certes été enregistrés, mais ils ne suffisent pas. Il a de même mis en garde contre les côtés obscurs du cyberspace: désinformation, cybercriminalité, discours de haine...

À cette époque, la crise du COVID-19 n'avait même pas encore éclaté.

C'est dans ce contexte d'incertitude que se situe le défi de notre solidarité internationale pour les années à venir. La précédente législature a misé sur plusieurs ajustements apportés aux instruments belges. Il nous faudra affiner cette approche dans les années à venir si nous voulons continuer à engranger de réels progrès dans un environnement incertain pour celles et ceux qui en souffrent le plus. Les efforts de la Belgique se sont, à juste titre, concentrés sur les pays les plus fragiles et les groupes de population les plus marginalisés. Une prise de position d'ailleurs appréciée récemment dans l'examen par les pairs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Nous entendons poursuivre cet engagement, mais cela signifie que nous devons faire preuve de flexibilité afin de garantir un ancrage en cette période de doutes.

La crise du COVID-19 nous a permis de réaliser à quel point il est important de disposer d'un filet de sécurité. En tant qu'autorité publique, nous avons investi massivement dans notre propre pays afin de ne laisser personne de côté. Nous voulons assurer les soins, garantir l'éducation

II. — BELEIDSVERKLARING INTERNATIONALE SOLIDARITEIT

We belong to each other. We stand together, or we fall apart.

António Guterres

Begin 2020 schetste de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties António Guterres in zijn *state-of-the-union* een weinig positief beeld van hoe het onze wereld verging. Stijgende geopolitieke spanningen zorgden voor instabiliteit. 1 % van de wereldbevolking was ontheemd. 80 % van zij die hun huis moesten verlaten, woonden in gebieden geplaagd door acute voedselonzekeerheid en ondervoeding. Guterres had het ook over de existentiële klimaatcrisis en maande aan tot extra daadkracht om de uitstoot van broeikasgassen terug te dringen. Zij die het minst vervuilden, droegen de zwaarste gevolgen van de opwarming van de aarde. De biodiversiteit verdween aan een duizelingwekkend tempo. De wereldleider riep op tot extra inspanningen om de *Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen* te halen. Er was vooruitgang, maar niet genoeg. Hij waarschuwde voor de donkere kanten van de cyberspace: desinformatie, cybercriminaliteit, haatzaaijerij, ...

En toen moest de COVID-19-crisis nog komen.

Het is in deze onzekere context dat de komende jaren de uitdaging voor onze internationale solidariteit schuilt. De voorbije legislatuur is ingezet op een aantal aanpassingen aan het Belgische instrumentarium. De komende jaren zal dit verder verfijnd moeten worden, willen we in een onzekere omgeving reële vooruitgang blijven boeken voor zij die het het moeilijkst hebben. De Belgische inspanningen hebben zich – terecht – op de meest fragiele landen en gemarginaliseerde bevolkingsgroepen geconcentreerd. Daarvoor wordt ons land geloofd in de recente peer review van het Ontwikkelingssamenwerkingscomité (DAC) van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO). We willen dit engagement door-trekken, maar dit betekent dat we ons flexibel moeten opstellen, om in twijfelachtige tijden, houvast te bieden.

De COVID-19-crisis heeft ons doen inzien hoe belangrijk het is een vangnet te hebben. In eigen land hebben we als overheid massaal geïnvesteerd, om niemand los te laten. We willen de zorg verzekeren, onze kinderen onderwijs garanderen en zij die hun inkomen verliezen

de nos enfants et fournir un moyen de subsistance à celles et ceux qui perdent leurs revenus. Des centaines de millions de personnes à travers le monde ne jouissent pas de cette sécurité. Cette pandémie menace de les précipiter droit dans le gouffre. L'Organisation internationale du Travail (OIT) estime que la moitié de la population active à l'échelle mondiale risque de perdre ses moyens de subsistance. C'est principalement en Afrique que l'impact économique de la crise se fait ressentir: quelque 30 millions d'enfants supplémentaires risquent de sombrer dans l'extrême pauvreté.

Nos efforts ne sont pas une fin en soi. Nous nous rendons dans certains pays avant d'en repartir – de préférence, le plus rapidement possible –, après avoir permis aux populations de gagner en résilience et en autonomie. Nous nous efforçons de collaborer avec les gouvernements afin qu'ils puissent aider leur population dans l'organisation des soins de santé, de la protection sociale, du travail décent, de la sécurité alimentaire et de l'enseignement. Nous mettons l'accent sur les entreprises locales qui offrent un travail décent et pérennisent l'économie. Nous appuyons les pays dans leurs efforts pour se transformer en économies à faible intensité de carbone, préserver leur riche biodiversité et assurer leur résilience aux chocs climatiques. Ensemble, nous voulons lutter contre les inégalités entre les hommes et les femmes, les enfants et les adultes. Parfois, ces autorités constituent cependant un obstacle à la garantie des droits fondamentaux et des services. Dans ce cas, nous optons pour des partenariats avec d'autres acteurs, tels que la société civile, qui peuvent faire une différence par leur approche "bottom-up". Nous partons d'une approche fondée sur les droits ("*Human Rights Based Approach*") pour garantir aux citoyens et citoyennes d'avoir voix au chapitre dans leur processus de développement. Chaque acteur belge du développement peut ainsi déployer sa spécificité et ses forces dans le cadre d'une vaste coopération. En même temps, nos efforts ont un plus grand impact si nous les alignons sur ceux d'autres donateurs, afin de nous renforcer mutuellement et de ne pas nous faire obstacle. Ce faisant, nous nous inscrivons donc dans l'effort européen. À travers Team Europe, nous contribuons activement à donner plus de poids à l'UE et à ses États membres dans le domaine de la solidarité internationale.

Nous croyons à la puissance de la coopération mondiale et aux principes qui – sur les vestiges de la Seconde Guerre mondiale – ont été, il y a 75 ans, à l'origine de la création des Nations Unies. Le Secrétaire général peut compter sur notre soutien à son travail de réforme et à sa "Décennie d'action" visant à atteindre les Objectifs de développement durable d'ici 2030. En ces temps d'incertitude, la coopération internationale est assurément la seule voie à suivre. Et c'est précisément en cette

bestaanszekerheid bieden. Honderden miljoenen mensen wereldwijd hebben deze zekerheid niet. Hen dreigt deze pandemie over de rand van de afgrond te duwen. De Internationale Arbeidsorganisatie (ILO) schat dat de helft van de wereldwijde beroepsbevolking gevaar loopt de bestaansmiddelen te verliezen. Vooral in Afrika laat de economische impact van de crisis zich voelen: een extra 30 miljoen kinderen riskeren in extreme armoede te vervallen.

Onze inspanningen zijn geen doel op zich. Wij gaan naar elders om er – het liefst zo snel mogelijk – weer te vertrekken, om mensen er weerbaar en zelfredzaam te maken. We zoeken samenwerking met overheden zodat ze hun bevolking bij kunnen staan bij de organisatie van gezondheidszorg, sociale bescherming, waardig werk, voedselzekerheid en onderwijs. We zetten in op lokale ondernemingen die waardig werk bieden en de economie verduurzamen. We steunen landen in hun inspanningen om tot een koolstofarme economie te transformeren, hun rijke biodiversiteit te bewaren en zich weerbaar te maken tegen klimaatschokken. We willen samen de strijd aangaan tegen ongelijkheden tussen mannen en vrouwen, kinderen en volwassenen. Soms vormen die overheden een belemmering in het verzekeren van basisrechten en diensten. In dat geval kiezen we voor partnerschappen met andere actoren, zoals het middenveld, die bottom-up het verschil kunnen maken. We vertrekken hiervoor vanuit een rechtenbenadering ("*Human Rights Based Approach*"), om ervoor te zorgen dat burgers een stem krijgen in hun ontwikkelingsproces. Elke Belgische ontwikkelingsactor kan hierbij zijn specificiteit en sterktes inzetten in een breed samenwerkingsverband. Tegelijkertijd hebben onze inspanningen meer impact als we ze afstemmen op deze van andere donoren, zodat we elkaar versterken en niet tegenwerken. We schrijven ons daarom in in de Europese inspanningen. We werken actief mee om via Team Europe de Europese Unie en haar lidstaten een groter gewicht te geven op het vlak van internationale solidariteit.

We geloven in de kracht van mondiale samenwerking en in de principes die – op de puinhopen van de tweede wereldoorlog – 75 jaar geleden de basis vormden voor de oprichting van de Verenigde Naties. De Secretaris-Generaal kan op onze steun rekenen voor zijn hervormingswerk en voor zijn "*Decade of Action*" om de Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen in 2030 te bereiken. Net in deze tijden van onzekerheid is internationale samenwerking de enige te bewandelen

période que des attaques sont lancées sous différents angles contre nos institutions internationales et leurs principes fondamentaux. La Belgique et l'UE doivent prendre l'initiative d'un nouvel engagement multilatéral, entre autres en formant de nouvelles coalitions. *When they go low, we go high.*

Enfin, nous ne nous berçons pas d'illusions, notre aide publique au développement ne va pas sauver le monde de la pauvreté. Notre aide n'est qu'un levier. Des investissements supplémentaires sont nécessaires. La meilleure façon de redistribuer les moyens est également de prélever des impôts équitables en interne. Il revient aux épaules les plus robustes de (sup)porter les charges les plus lourdes. Nous voulons en outre œuvrer à la cohérence des politiques: il ne sert à rien d'aider les agriculteur-rices locaux-ales à devenir autonomes si la politique commerciale menée annihile tous ces efforts.

La crise du COVID-19 a une fois de plus clairement démontré à quel point nous sommes connecté-es aux personnes vivant de l'autre côté de la planète. Nous avons jadis atteint notre prospérité grâce à l'industrialisation et à la combustion d'énergies fossiles. Cela revient à dire qu'aujourd'hui, des maisons, des terres agricoles, des vies sont anéanties à l'autre bout de la planète. Le trajet de développement que nous avons emprunté n'est plus une option pour d'autres. Et même si nous rencontrons actuellement nos propres problèmes, la Belgique ne peut pas laisser les pays étrangers de côté. Parce que c'est là notre devoir, mais aussi parce que nous sommes toutes et tous à bord de la même embarcation sur une mer agitée. Si elle coule, nous sombrerons toutes et tous. Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons aller de l'avant.

Sur la base des Objectifs de développement durable (ODD) – un engagement commun des membres des Nations Unies –, les priorités suivantes pour la politique belge en matière de solidarité internationale seront proposées au cours de la prochaine législature.

Pour la première fois depuis des années, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté augmente

Le COVID-19 a provoqué un revirement spectaculaire: la Banque mondiale estime qu'au moins 88 millions de personnes supplémentaires se sont retrouvées dans l'extrême pauvreté. Ce chiffre menace de progresser encore pour atteindre 150 millions de personnes en 2021. Aussi, il est plus que jamais crucial de centrer notre action sur la lutte contre la pauvreté. Non pas en faisant la charité, mais en œuvrant à l'autonomie et en offrant un tremplin vers une vie meilleure. À travers notre concentration géographique sur les pays les moins

weg. Net in deze tijden worden op onze internationale instellingen en hun basisprincipes vanuit verschillende hoeken aanvallen gelanceerd. België en de EU moeten het voortouw nemen voor een fris multilateraal engagement o.a. door nieuwe coalities te sluiten. *When they go low, we go high.*

Tot slot, koesteren we niet de illusie dat we met onze officiële ontwikkelingshulp de wereld zullen vrijwaren van armoede. Onze bijstand is een hefboom. Extra investeringen zijn nodig. Herverdeling gebeurt ook het best intern door het heffen van faire belastingen. De sterkste schouders, dragen de zwaarste lasten. Voorts, willen we werk maken van beleidscoherentie: het heeft geen zin lokale boeren te helpen zelfredzaam te worden, als het handelsbeleid deze inspanningen teniet doet.

COVID-19 heeft andermaal duidelijk gemaakt hoe verbonden we zijn met mensen aan de andere kant van de planeet. We hebben ooit onze welvaart bereikt door industrialisering en het verbranden van fossiele brandstoffen. Dat maakt dat vandaag ver weg huizen, landbouwgrond, levens worden weggevaagd. Het ontwikkelingspad dat wij hebben bewandeld, is voor anderen niet langer een optie. Ook al hebben we vandaag onze eigen problemen, België kan het buitenland niet loslaten. Omdat het onze plicht is, maar ook omdat we allemaal in hetzelfde schuitje zitten op een woelige zee. Als dat zinkt, gaan we allemaal ten onder. Alleen samen gaan we vooruit.

Aan de hand van de Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen (SDG's) – een gezamenlijk engagement van de leden van de Verenigde Naties – worden de volgende inhoudelijke prioriteiten voor het Belgische beleid international solidariteit voorgesteld tijdens de komende legislatuur.

Voor het eerst in jaren stijgt het aantal mensen in extreme armoede

De pandemie heeft een dramatische kentering veroorzaakt: de Wereldbank schat dat minstens 88 miljoen extra mensen in extreme armoede zijn terecht gekomen. Dat cijfer dreigt verder op te lopen tot 150 miljoen in 2021. Het is meer dan ooit noodzakelijk armoedebestrijding centraal te stellen. Niet door aan liefdadigheid te doen, maar door te werken aan zelfredzaamheid en een springplank te bieden naar een beter leven. We focussen daarbij in de eerste plaats op hen die het verst achterop zijn geraakt via onze geografische concentratie op de

avancés, nous concentrons avant tout nos efforts sur celles et ceux qui ont pris le plus de retard. Nous analysons comment atteindre les groupes qui vivent en marge de la société. Se concentrer sur les filles et les femmes est dès lors une manière d'accroître notre impact.

La pauvreté est cependant plus qu'une limite de revenus. Complexe, la pauvreté a de nombreuses causes et conséquences. Les personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont plus mal nourries, ont moins accès à l'eau potable et à l'électricité, ou n'ont pas de logement décent. À cet égard, ce sont les enfants qui sont les plus touchés: la mortalité infantile est plus élevée dans les familles pauvres, et les enfants pauvres fréquentent moins souvent l'école ou n'obtiennent pas de diplôme. Si nous voulons briser le cycle de la pauvreté, il nous faut prêter attention à l'interaction entre ces dimensions.

Cette année, 270 millions de personnes sont menacées de famine aiguë, ce qui représente une augmentation de 82 % par rapport à la situation antérieure à la crise du COVID-19. Raison pour laquelle nous voulons calquer la stratégie agricole sur des systèmes alimentaires durables. Le droit à l'alimentation est un droit humain. L'éradication de la faim est l'une des promesses que nous nous devons de tenir. Dans ce contexte, une attention particulière sera accordée à l'appui aux petites exploitations agricoles, car ce sont elles qui garantissent aux communautés locales l'accès à la nourriture. Dans la mesure du possible, nous poursuivons l'approche recourant aux chaînes de valeur. Nous nous concentrons néanmoins sur les chaînes de valeur dont l'importance a été démontrée pour les plus démunies et qui garantissent un travail décent. Nous investissons dans l'agro-écologie et nous nous efforçons de mettre en place des systèmes durables qui permettent aux populations en croissance rapide de nos pays partenaires et de leurs villes d'être approvisionnées en denrées alimentaires suffisantes et de qualité sans répercussions négatives sur l'environnement et le climat. Nous renouvelons notre engagement de consacrer 15 % de la coopération officielle au développement à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Cela se fera dans le cadre de notre coopération bilatérale, mais aussi de notre coopération multilatérale, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme alimentaire mondial (PAM) et du réseau de recherche CGIAR (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale).

Les soins de santé sont sous pression dans le monde entier. La Belgique est traditionnellement un partenaire solide dans le domaine de la santé et souhaite le rester, d'autant plus désormais qu'a été démontrée l'importance de systèmes de santé de qualité. En Afrique, la pandémie n'a pas encore eu le même impact direct que chez nous.

minst ontwikkelde landen. We kijken hoe we groepen kunnen bereiken die aan de rand van de maatschappij leven. Inzetten op meisjes en vrouwen is daarbij een manier om onze impact te vergroten.

Armoede is echter meer dan een inkomensgrens. Armoede is complex en heeft vele oorzaken én gevolgen. Mensen die in extreme armoede leven zijn vaker ondervoed, hebben geringere toegang tot zuiver water en elektriciteit, of ontberen degelijke huisvesting. Kinderen worden daarbij het hardst getroffen: kindersterfte ligt hoger bij gezinnen in armoede, en arme kinderen gaan minder vaak naar school of halen geen diploma. Als de cyclus van armoede willen doorbreken, moeten we oog hebben voor de interactie tussen deze dimensies.

Dit jaar dreigen 270 miljoen mensen aan acute honger te lijden, een stijging van 82 % in vergelijking met de situatie pre-COVID-19. Daarom willen we de landbouwstrategie op de leest van duurzame voedselsystemen schoeien. Het recht op voedsel is een mensenrecht. Het uitroeien van honger is één van de beloftes die we vooralsnog moeten waarmaken. Er zal in dat kader bijzondere aandacht gaan naar de ondersteuning van kleinschalige landbouwers want zij zorgen ervoor dat lokale gemeenschappen toegang hebben tot voedsel. Waar mogelijk zetten we de waardeketenaanpak verder. We focussen evenwel op waardeketens waarvan het belang voor de armsten is aangetoond en garantie bestaat op waardig werk. We zetten in op agro-ecologie en streven naar duurzame systemen die toelaten de snel groeiende bevolkingen in onze partnerlanden en hun steden van voldoende en kwaliteitsvol voedsel te voorzien zonder negatieve effecten op het milieu en het klimaat. We hernieuwen het engagement om 15 % van de officiële ontwikkelingssamenwerking te besteden aan landbouw en voedselzekerheid. Dit gebeurt via onze bilaterale samenwerking maar ook in onze multilaterale samenwerking, via de *Food and Agriculture Organization* (FAO), het *World Food Programme* (WFP) en het onderzoeksnetwerk rond landbouw CGIAR.

Wereldwijd staat de gezondheidszorg onder druk. België is traditioneel een sterke partner op het vlak van gezondheid en wil dat blijven, zeker nu het belang van goede gezondheidssystemen is aangetoond. In Afrika heeft de pandemie vooralsnog niet dezelfde directe impact gehad als bij ons. De ziekte dreigt evenwel onrechtstreeks

La maladie menace toutefois de causer des dommages indirects importants. La pression supplémentaire exercée sur des institutions déjà faibles menace d'anéantir les progrès réalisés dans la lutte contre le VIH-sida, le paludisme et d'autres maladies. Quant au financement, il est lui aussi en péril. Une fois encore, cela impacte principalement les plus démunies. Nous entendons donc aligner nos programmes de santé sur la préparation et la réponse aux pandémies, mais surtout sur le renforcement des systèmes de santé de base. Et ce, en accordant une attention toute particulière aux femmes qui se retrouvent bien souvent en première ligne des soins. Les droits sexuels et reproductifs ainsi que les soins de santé demeurent une priorité vitale. La Belgique contribue en outre à la promotion de médicaments abordables et fiables, à l'accès aux vaccins, aux équipements médicaux et de diagnostic, et à l'utilisation rationnelle des antibiotiques. Nous continuons à défendre notre point de vue sur cet accès dans les forums internationaux et, en particulier, dans les organisations avec lesquelles nous entretenons une relation privilégiée comme l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

En 2018, plus de 250 millions d'enfants n'étaient toujours pas scolarisés. Parmi celles et ceux qui vont à l'école, 617 millions d'enfants et d'adolescent-es ne satisfont pas aux normes minimales en matière de lecture et de mathématiques. Et pourtant, l'enseignement est le meilleur moyen de prendre son avenir en main. Force nous est toutefois de constater qu'alors que le nombre d'enfants continue de progresser, l'accès ne s'est guère amélioré depuis 2010. Le manque de formations hypothèque l'avenir. Non seulement les jeunes adultes pénètrent sur le marché du travail sans le moindre atout, mais dans le même temps, il-elles n'ont pas les compétences nécessaires pour défendre leurs droits. Le COVID-19 aggrave cette situation: au plus fort de la crise, 1,6 milliard d'enfants étaient confinés à domicile. La pauvreté, le genre et le handicap physique ou mental restent des obstacles majeurs à l'accès à l'éducation. Et pourtant, l'éducation des filles peut revêtir une fonction transformatrice pour une communauté. Les mères instruites envoient plus souvent leurs enfants à l'école et sont mieux à même de faire leurs propres choix. Il convient dès lors d'accorder une attention particulière à l'inclusivité. Nous devons par ailleurs miser sur la qualité. Notre pays est apprécié pour ses programmes bilatéraux axés sur la formation technique. Ces initiatives créent de réelles opportunités pour les jeunes sur le marché du travail. Ils-elles apprennent de la sorte à devenir autonomes. Une coopération thématique et des échanges accrus entre les acteurs sont recherchés, notamment par le biais de la plateforme EDUCAID. La coopération universitaire se concentre sur des partenariats qui non seulement sont pertinents pour la recherche, mais qui renforcent également les capacités des personnes et

grote schade te veroorzaken. De bijkomende druk op de reeds zwakke instellingen, dreigt de vooruitgang op het vlak van de bestrijding van HIV-AIDS, malaria en andere ziekten teniet te doen. Ook de financiering komt in het gedrang. Opnieuw treft dit vooral de minst begoeden. We willen onze gezondheidsprogramma's dan ook afstemmen op paraatheid en respons op pandemieën, maar vooral ook op de versterking van de basisgezondheids-systemen. Dit met een speciale aandacht voor vrouwen die vaak in de eerste lijn van de zorg staan. Seksuele en reproductieve rechten en gezondheidszorg blijven een belangrijke prioriteit. België draagt verder bij tot de promotie van betaalbare en betrouwbare geneesmiddelen, toegang tot vaccins, medisch materiaal en diagnostische middelen en een rationeel gebruik van antibiotica. Onze standpunten over deze toegang blijven we verdedigen op internationale fora en ook vooral in de organisaties waarmee we een geprivilegieerde relatie hebben zoals de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO).

In 2018 zaten nog steeds meer dan 250 miljoen kinderen niet op de schoolbanken. Van wie wel naar school gaat, haalt 617 miljoen kinderen en adolescenten in het onderwijs de minimumnormen voor lezen en wiskunde niet. Nochtans is onderwijs de beste manier om je toekomst in eigen handen te nemen. En toch stellen we vast dat – terwijl het aantal kinderen blijft toenemen – de toegang sinds 2010 nauwelijks is verbeterd. Het gebrek aan opleiding legt een hypotheek op de toekomst. Niet alleen komen jongvolwassenen zonder troeven op de arbeidsmarkt, maar tegelijkertijd missen ze de skills om op te komen voor hun rechten. COVID-19 verergert deze situatie: op het hoogtepunt van de crisis zaten 1,6 miljard kinderen thuis. Armoede, gender en fysieke of mentale beperking blijven belangrijk obstakels voor de toegang tot onderwijs. Nochtans kan het opleiden van meisjes een transformatieve functie vervullen voor een gemeenschap. Opgeleide mama's sturen hun kinderen vaker naar school en zijn beter in staat hun eigen keuzes te maken. Er moet dan ook bijzondere aandacht gaan naar inclusiviteit. Daarnaast moeten we inzetten op kwaliteit. Ons land wordt gewaardeerd voor de bilaterale programma's met focus op technische scholing. Deze initiatieven creëren reële kansen voor jongeren op de arbeidsmarkt. Zo leren ze op hun eigen benen te staan. Er wordt gestreefd naar een verhoogde thematische samenwerking en uitwisseling tussen de actoren o.a. via het EDUCAID platform. De universitaire samenwerking is gericht op partnerschappen die niet alleen onderzoeksmatig relevant zijn, maar tevens de capaciteiten van mensen en instellingen versterken. Daarnaast verdedigen we onze prioriteiten binnen de internationale organisaties waar we lid van zijn en meer bepaald de

des institutions. En outre, nous défendons nos priorités au sein des organisations internationales dont nous sommes membres et, plus particulièrement, des partenaires privilégiés comme l'UNICEF.

Les enfants ne peuvent se laver les mains que dans 65 % des écoles primaires à travers le monde, ce qui est pourtant un élément fondamental dans la lutte contre les maladies transmissibles, dont le COVID-19. Nous voulons faire de l'eau potable et des infrastructures sanitaires un point d'attention. Dans le domaine des soins de santé, les installations d'approvisionnement en eau font toujours défaut dans 2 centres de santé sur 5. La qualité du logement doit elle aussi devenir un point d'amélioration récurrent dans la mesure du possible. La maison doit être un environnement où vous êtes en sécurité, où les enfants peuvent apprendre et où il y a accès à l'électricité, à l'eau potable et à des équipements sanitaires.

L'inégalité menace le progrès

Le COVID-19 a une fois de plus mis en lumière certaines choses: les humains ne sont pas tous égaux à travers le monde. Ce sont les plus faibles qui sont frappés en premier et le plus durement par la pandémie. Ses effets économiques se font surtout ressentir dans l'économie informelle, où il n'y a pas de filet de sécurité.

Partout dans le monde, les opportunités dont nous pouvons bénéficier sont conditionnées par la maison dans laquelle nous avons vu le jour. Ainsi, les 26 personnes les plus riches possèdent autant que la moitié de la population mondiale. Le Rapport sur le développement humain de 2019 souligne d'ailleurs que l'inégalité est plus large que simplement le revenu; elle concerne également l'accès à l'éducation et aux soins de santé, par exemple. Le progrès technologique et le changement climatique engendrent aussi de nouvelles contradictions. On voit souvent apparaître une spirale descendante dans laquelle les citoyen·nes exclu·es perdent confiance dans le gouvernement et partant, la volonté de contribuer au système social par le biais de l'impôt. Cela a, à son tour, un impact négatif sur l'accès aux services publics, tels que l'éducation et les soins de santé. En fin de compte, les exclu·es se retirent du processus participatif et démocratique (s'il existe) et cherchent d'autres moyens d'exprimer leur mécontentement.

L'inégalité nous menace toutes et tous. Plus une société est inégale, plus le risque d'instabilité économique, de corruption, de criminalité... est élevé.

C'est pourquoi nous entendons utiliser le dialogue politique dans nos pays partenaires pour mettre au programme l'inégalité et la discrimination. Nous voulons

geprivilegieerde partners zoals het Kinderfonds van de Verenigde Naties (UNICEF).

In slechts 65 % van de basisscholen wereldwijd kunnen kinderen hun handen wassen, nochtans een basiselement in het bestrijden van overdraagbare ziektes, waaronder COVID-19. Van drinkbaar water en sanitaire voorzieningen willen we een aandachtspunt maken. In de gezondheidszorg ontbreken waterfaciliteiten nog altijd in 2 van de 5 gezondheidscentra. Ook de kwaliteit van de behuizing moet zo een wederkerend punt van verbetering worden waar mogelijk. Thuis moet een omgeving zijn waar je veilig bent, waar kinderen kunnen leren en waar er toegang is tot elektriciteit, proper water en sanitaire voorzieningen.

Ongelijkheid is een bedreiging voor vooruitgang

COVID-19 heeft het andermaal duidelijk gemaakt: niet alle mensen op deze wereld zijn gelijk. De pandemie treft de allermakkelijken het eerst én het hardst. De economische effecten laten zich vooral in de informele economie voelen, waar geen vangnet bestaat.

De kansen die je krijgt, worden overal ter wereld bepaald door in welk huis je wieg staat. De 26 rijkste mensen bezitten evenveel rijkdom als de helft van de gehele wereldbevolking. Het *Human Development Report 2019* wijst erop dat ongelijkheid meer is dan inkomen, het gaat ook over toegang tot onderwijs en gezondheidszorg bijvoorbeeld. Technologische vooruitgang en klimaatverandering creëren bovendien nieuwe tegenstellingen. Vaak ontstaat een neerwaartse spiraal waarbij uitgesloten burgers het geloof in de overheid verliezen en daarmee ook de wil om via belastingen bij te dragen tot het sociale systeem. Dat heeft op zijn beurt een negatief effect op de toegang tot publieke diensten als onderwijs en gezondheidszorg. De uitgeslotenen trekken zich op het einde terug uit het participatieve, democratische proces (als dat al bestaat) en zoeken naar andere manieren om hun ongenoegen te uiten.

Ongelijkheid bedreigt ons allemaal. Hoe ongelijker een samenleving, hoe hoger de kans op economische instabiliteit, corruptie, criminaliteit, ...

Daarom willen we in onze partnerlanden de politieke dialoog gebruiken om ongelijkheid en discriminatie op de agenda te plaatsen. We willen inzetten op participatie

nous concentrer sur la participation et l'accès des plus faibles aux services publics. Nous accordons de l'attention à la mobilisation des ressources intérieures associée à une politique fiscale équitable. Nous appelons nos partenaires à augmenter les revenus des plus pauvres et à inclure les groupes vulnérables, notamment, en soutenant les systèmes de protection sociale. Notre approche de l'appui au développement du secteur privé est axée sur l'inclusivité de la croissance. Nous voulons créer des opportunités pour celles et ceux que personne ne voit aujourd'hui.

La poursuite de l'égalité des genres est non seulement une obligation morale, mais aussi un moyen d'accroître l'efficacité de notre aide. Les femmes et les filles représentent en effet des moteurs de changement. Toutefois, selon le dernier rapport du Forum économique mondial, il faudra encore 99,5 ans pour atteindre notre objectif d'égalité des genres. C'est inadmissible. Nous devons passer à la vitesse supérieure et envisager systématiquement notre aide selon une approche fondée sur les droits. Nous renforcerons le suivi et l'utilisation d'outils pour l'intégration transversale du genre – tels que la budgétisation du genre et les marqueurs de genre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – dans notre coopération. Les droits sexuels et reproductifs demeurent une priorité transversale. Nous continuons à lutter contre la violence sexiste et l'impunité des auteurs, certainement en période de COVID-19. Rendre les filles et les femmes économiquement indépendantes: c'est ce que nous voulons faire en encourageant l'entrepreneuriat féminin et en leur donnant un accès égal aux mécanismes de production, aux matières premières et à un revenu. Nous soutenons les femmes dans leur désir de leadership et renforçons les garçons et les hommes dans une masculinité positive.

L'entrepreneuriat numérique est considéré comme un moteur pour l'innovation locale. Le seuil d'accès à l'entrepreneuriat numérique est bas et offre aux populations pauvres et exclues la possibilité de saisir leur chance. L'entrepreneuriat numérique peut aider les pays à se libérer des processus de développement traditionnels.

Le changement climatique et le déclin de notre biodiversité sont des menaces existentielles

Entre 2030 et 2050, le changement climatique devrait causer 250 000 décès supplémentaires par an en raison de la malnutrition, du paludisme, de la diarrhée et des vagues de chaleur. Des centaines de millions de personnes supplémentaires seront potentiellement exposées à une chaleur mortelle d'ici 2050. Les conséquences du réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement sur notre planète sont donc les défis à relever par cette génération. La relation que nous,

en toegang voor de allerzwaksten tot publieke diensten. We hebben aandacht voor domestic revenue mobilisation gelinkt aan een fiscaal eerlijk beleid. We pleiten bij onze partners voor inkomensstijging voor de armsten en inclusie van kwetsbare groepen o.a. door de ondersteuning van systemen van sociale bescherming. In onze aanpak van steun aan de ontwikkeling van de private sector wordt gefocust op inclusiviteit van de groei. We willen kansen creëren voor diegenen die vandaag worden achtergelaten.

Het streven naar gendergelijkheid is niet alleen een morele verplichting, maar ook een manier om onze bijstand doeltreffender te maken. Vrouwen en meisjes zijn immers motoren van verandering. Volgens het laatste rapport van het Wereld Economisch Forum zal het nochtans nog 99,5 jaar duren vooraleer we onze doel van gendergelijkheid bereiken. Dat is onaanvaardbaar. We moeten een versnelling hoger schakelen en onze bijstand systematisch vanuit een rechtenbenadering bekijken. We zullen de opvolging en het gebruik van hulpmiddelen voor de transversale integratie van gender – zoals "*gender budgeting*" en de gender markers van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO) – in onze coöperatie versterken. Seksuele en reproductieve rechten blijven een transversale prioriteit. We blijven strijden tegen gendergerelateerd geweld en straffeloosheid voor daders, zeker in COVID-19-tijden. Meisjes en vrouwen economisch onafhankelijk maken: daar willen we op inzetten door vrouwelijk ondernemerschap te promoten en hen gelijke toegang te verschaffen tot productiemechanismen, grondstoffen en een inkomen. We steunen vrouwen in hun wil tot leiderschap en versterken jongens en mannen in een positieve mannelijkheid.

Digitaal ondernemerschap wordt gezien als een drijfveer voor lokale innovatie. De toegangsdrempel tot digitaal ondernemerschap is laag en biedt arme en uitgesloten groepen potentieel om hun kansen te grijpen. Digitaal ondernemerschap kan landen helpen bevrijden uit de klassieke ontwikkelingsprocessen.

Klimaatverandering en het dalen van onze biodiversiteit zijn existentiële bedreigingen

Tussen 2030 en 2050 wordt verwacht dat klimaatverandering jaarlijks 250 000 extra doden zal veroorzaken door ondervoeding, malaria, diarree en hitteberoertes. Honderden miljoenen mensen worden tegen 2050 potentieel bijkomend blootgesteld aan dodelijke hitte. De gevolgen van een opwarmende aarde en de degradatie van het leefmilieu op onze planeet zijn dan ook dé uitdagingen voor deze generatie. De relatie die wij als mensen tot onze natuurlijke omgeving hebben, moet

humains, entretenons avec notre environnement naturel doit être revue. Bien réel aujourd'hui, le changement climatique est encore plus tangible pour celles et ceux qui vivent déjà dans des conditions précaires, qui voient leurs récoltes perdues à cause de la sécheresse ou qui doivent regarder mourir leur bétail. Avec son "Green Deal", l'UE entend jouer un rôle de pionnier pour faire de l'Europe un continent climatiquement neutre d'ici 2050. Nous voulons donc transposer cette ambition à notre engagement dans les pays tiers.

Outre un financement supplémentaire pour la réponse mondiale et la mise en place de programmes phares, un ajustement s'avère urgent pour accorder une place à la crise climatique dans les différents programmes. Si cela peut se faire par le biais d'une intégration à ces derniers, il nous faut également investir dans des projets thématiques, potentiellement par le biais d'interventions au niveau régional. Une répartition des tâches à l'échelle internationale est de même nécessaire. Il est préférable de ne pas toutes et tous s'attaquer aux mêmes problèmes en en négligeant d'autres.

La Coopération belge au développement s'engage à soutenir les pays partenaires dans leurs obligations en vertu des traités multilatéraux sur l'environnement (par exemple, Convention sur la diversité biologique, Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques). La priorité est dès lors accordée aux pays les plus vulnérables, à l'adaptation et à la protection des écosystèmes. Nous voulons rendre les communautés résilientes. Outre la gestion durable de l'eau, la résilience de l'agriculture et la gestion des sols et des forêts, une attention particulière est également accordée à l'urbanisation croissante dans nos pays partenaires.

Nous allons en première instance réaliser cela avec les partenaires avec lesquels nous avons déjà des relations, tels que le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA). Avec Enabel, nous étudions comment assurer une plus grande intégration et une augmentation du nombre de projets spécifiques liés au climat et à l'environnement. En outre, conformément à l'accord de gouvernement, nous apportons une contribution croissante au financement international de la lutte contre le changement climatique.

N'oublions pas que certains des acteurs belges ont acquis une solide réputation en matière de conservation de la biodiversité. Un exemple important en est le programme CEBioS, consacré au renforcement des capacités en vue de protéger la biodiversité et les écosystèmes, et mis en œuvre par l'Institut royal des

worden herzien. Klimaatverandering is vandaag reëel, maar nog een pak tastbaarder voor zij die al in precare omstandigheden leven, door droogte hun oogst zien verloren gaan of moeten toekijken hoe hun vee sterft. De EU wil met de *Green Deal* een voortrekkersrol spelen en tegen 2050 van Europa een klimaatneutraal continent maken. Wij willen deze ambitie doortrekken naar ons engagement in derde landen.

Een bijsturing om de klimaatcrisis een plaats te geven in de verschillende programma's is dringend, naast bijkomende financiering voor de globale respons, en het opzetten van flagship programs. Dit kan via mainstreaming, maar we moeten ook inzetten op thematische projecten, potentieel via interventies op regionaal niveau. Ook een internationale taakverdeling is nodig. Het is beter als we niet allemaal dezelfde problemen aanpakken terwijl andere worden verwaarloosd.

De Belgische ontwikkelingssamenwerking engageert zich voor de ondersteuning van partnerlanden bij hun verplichtingen die voortvloeien uit de multilaterale milieuvverdragen (o.a. de *Convention on Biological Diversity*, *United Nations Convention to Combat Desertification*, *United Nations Framework Convention on Climate Change*). Prioriteit gaat hierbij naar de meest kwetsbare landen, naar adaptatie en naar het beschermen van ecosystemen. We willen gemeenschappen weerbaar maken. Hierbij wordt naast duurzaam waterbeheer, weerbare landbouw en bodem- en bosbeheer, ook aandacht geschonken aan de groeiende verstedelijking in onze partnerlanden.

In de eerste plaats gaan we dit waarmaken met de partners waarmee we al een relatie hebben, zoals o.a. UNEP (het VN-milieuprogramma), GCF (*Green Climate Fund*) en LDCF (*Least Developed Countries Fund*). Met Enabel gaan we na hoe meer mainstreaming en een stijging in het aantal specifieke klimaat en leefmilieu gerelateerde projecten te verzekeren. We leveren voorts – conform het regeerakkoord – een stijgende bijdrage aan de internationale klimaatfinanciering.

Laten we hierbij niet vergeten dat een aantal van de Belgische actoren een stevige reputatie hebben opgebouwd aangaande het behoud van de biodiversiteit. Hier is het programma CEBIOS, dat zich inzet voor capaciteitsopbouw voor de bescherming van biodiversiteit en ecosystemen en wordt uitgevoerd door het Koninklijk

Sciences naturelles de Belgique. L'adoption prévue du Cadre mondial pour la biodiversité en 2021 offre un certain potentiel d'opportunités ultérieures.

Mais nous sommes également à la recherche de nouvelles opportunités:

Un Cadre stratégique commun (CSC) des partenaires indirects actifs dans les secteurs de l'eau et de l'environnement est prévu. Ce CSC regroupe à la fois des ONG et des institutions universitaires. Nous continuons également à œuvrer à l'intégration du climat et de l'environnement dans les autres CSC.

Nous considérons le secteur privé comme un partenaire pour contribuer à l'amélioration du climat et du cadre de vie. Il faut investir davantage dans la production d'énergie renouvelable et dans les réseaux électriques pour éliminer progressivement l'utilisation de combustibles fossiles polluants et promouvoir l'accès à l'électricité. L'Afrique subsaharienne reste très à la traîne en ce qui concerne l'accès à l'électricité, avec tout ce que cela implique pour les entreprises, mais aussi pour les familles qui continuent à cuisiner avec des combustibles fossiles, ce qui entraîne des problèmes de santé. BIO a un rôle important à jouer dans cette nécessaire transition économique et écologique.

Favoriser la stabilité

La fragilité est l'un des principaux obstacles à la paix et à la réalisation des ODD. Les chocs systémiques tels que le changement climatique et le COVID-19 ont un impact négatif sur les cinq dimensions de la fragilité: politique, sécurité, économie, social et environnement. Le choix des pays partenaires de la Coopération belge au développement fera l'objet d'une évaluation, mais nous continuerons en tout état de cause à nous concentrer sur les pays en situation de fragilité. Dans ces pays, nous devons toutefois être capables d'anticiper et de réagir aux situations de crise de manière adéquate et flexible. Les recommandations de l'OCDE sur le lien (nexus) entre Aide humanitaire, Développement et Paix guideront ce processus.

Nous voulons renforcer la redevabilité locale et l'État de droit en soutenant les structures démocratiques et en consolidant la société civile locale. La sécurité est essentielle pour le développement, et inversement. Ainsi, nous devons également oser collaborer avec les acteurs du secteur de la sécurité dans le cadre d'interventions qui prennent une dimension de développement évidente. Il n'y a qu'à travers un large partenariat que nous pourrions engranger des résultats dans des situations de fragilité. Ce faisant, nous voulons développer un mécanisme de

Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen, een belangrijk voorbeeld van. De verwachte goedkeuring van het Globaal Biodiversiteitskader in 2021 biedt potentieel voor verdere opportuniteiten.

Maar we zoeken ook nieuwe kansen op:

Een Gemeenschappelijk Strategisch Kader van de indirecte partners actief in de sectoren water en milieu wordt voorzien. Dit GSK verzamelt zowel ngo's als academische instellingen. We werken ook verder aan de mainstreaming van klimaat en leefmilieu in de andere GSKs.

We zien de private sector als een partner om mee te werken aan een beter klimaat en leefomgeving. Meer investeringen in de productie van hernieuwbare energie en in elektriciteitsnetwerken zijn nodig om het gebruik van vervuilende fossiele brandstoffen uit te faseren en de toegang tot elektriciteit te bevorderen. Sub-Sahara Afrika blijft ver achterop hinken wanneer het over toegang tot elektriciteit gaat, met alle gevolgen vandien voor de ondernemingen, maar ook voor gezinnen die blijven koken met fossiele brandstoffen, wat dan weer tot gezondheidsproblemen leidt. Er is een belangrijke rol weggelegd voor BIO om zich in te schrijven in deze noodzakelijke economische en ecologische transitie.

Een lans breken voor stabiliteit

Fragiliteit is één van de voornaamste obstakels voor vrede en de realisatie van de SDG's. Systemische schokken zoals klimaatverandering en COVID-19 hebben een negatieve impact op alle vijf dimensies van fragiliteit: politiek, veiligheid, economie, sociaal en milieu. De keuze van de partnerlanden van de Belgische ontwikkelingssamenwerking zal worden geëvalueerd, maar we zullen in elk geval een focus behouden op landen in een fragiele situatie. In zulke landen moet wel wel adequaat en flexibel kunnen anticiperen en reageren op crisissituaties. De aanbevelingen van de OESO over de Nexus Humanitaire Hulp, Ontwikkeling en Vrede zullen hierbij als leidraad dienen.

We willen lokaal rekenschap en de rechtsstaat versterken door de ondersteuning van democratische structuren en de versterking van het lokale middenveld. Veiligheid is essentieel voor ontwikkeling, en omgekeerd. Daarom moeten we ook samen durven werken met actoren uit de veiligheidssector via interventies die een duidelijke ontwikkelingsdimensie hebben. Enkel vanuit een breed partnerschap kunnen we resultaat boeken in fragiele situaties. Daarbij willen we een beschermingsmechanisme ontwikkelen voor mensenrechtenverdedigers in nood.

protection pour les défenseur·euses des droits humains dans le besoin. La Belgique a également posé sa candidature à un mandat au Conseil des droits de l'homme pour 2023-2025; ici aussi, nous souhaitons profiter de l'occasion pour travailler avec des partenaires sur les engagements pris dans l'Examen périodique universel.

Dans les contextes fragiles, les différentes crises humanitaires et politiques impliquant l'aide humanitaire durent de plus en plus longtemps. Dans de telles situations, il est important de sauver des vies, mais aussi de promouvoir l'autonomie en se concentrant sur des projets qui font le lien entre l'aide structurelle, l'aide humanitaire et la consolidation de la paix. Nous entendons accroître la résilience des personnes à l'occasion de crises humanitaires. Davantage de moyens seront mis à disposition pour la prévention des conflits et la consolidation de la société. À terme sera visé un ancrage structurel de l'instrument de "développement transitionnel", qui se concentrera en particulier sur la lutte contre les causes profondes de la fragilité, des conflits et des crises humanitaires. L'impact du changement climatique constitue un élément important à cet égard. Dans le contexte des crises internationales liées aux réfugié·es, la Belgique appuiera également le développement d'un accueil et d'une protection de qualité dans la région des zones de conflit.

La Belgique est respectée sur la scène internationale pour son engagement et son application des principes humanitaires d'humanité, d'impartialité, d'indépendance et de neutralité. Nous poursuivrons cette approche afin d'apporter une réponse rapide et humanitaire en cas de besoin. Nous garantirons un financement flexible aux organisations humanitaires qui fonctionnent bien. Ces dernières pourront alors rapidement décider elles-mêmes comment et où déployer nos ressources en temps de crises. Le thème de la protection humanitaire sera également au cœur de l'allocation de l'aide humanitaire. Le respect du droit international humanitaire demeurant un élément essentiel, des initiatives politiques seront également prises pour protéger l'espace humanitaire.

Travail décent et secteur privé: les deux faces d'une même médaille

Si vous travaillez, vous devez avoir la garantie d'un salaire décent et bénéficier de droits du travail. C'est le cas en Belgique, et il ne devrait pas en être autrement ailleurs. Et pourtant, plus de 60 % des travailleurs et travailleuses du monde entier travaillent dans le secteur informel. Sans protection sociale, ces personnes sont extrêmement vulnérables aux chocs tels que le COVID-19. Voilà pourquoi la Belgique continue à soutenir

België heeft zich verder kandidaat gesteld voor een mandaat in de mensenrechtenraad voor 2023-2025, ook hier willen we van gebruik maken om samen te werken met de partners rond engagementen uit de universele periodieke doorlichting.

In fragiele contexten duren verschillende humanitaire en politieke crisissen waar wordt ingezet op humanitaire hulp steeds langer. In zulke situaties is het belangrijk om levens te redden, maar ook zelfredzaamheid te bevorderen door in te zetten op projecten die de link maken tussen structurele hulp, humanitaire hulp en vredesopbouw. We willen mensen in humanitaire crisissen weerbaarder maken. Er zullen meer middelen vrijgemaakt worden voor conflictpreventie en maatschappijopbouw. Op termijn wordt gestreefd naar de structurele verankering van het instrument voor "transitionele ontwikkeling", dat zich in het bijzonder zal richten op het aanpakken van grondoorzaken van fragiliteit, conflict en humanitaire crisissen. De impact van klimaatverandering wordt hierbij een belangrijk element. In het kader van internationale vluchtelingencrisissen zal België ook de uitbouw van kwaliteitsvolle opvang en bescherming steunen in de regio van conflictgebieden.

België wordt internationaal gerespecteerd omwille van zijn inzet voor en toepassing van de humanitaire principes van humaniteit, onpartijdigheid, onafhankelijkheid en neutraliteit. Wij zetten die aanpak verder om een snelle en humanitaire respons te geven wanneer nodig. We dragen bij met flexibele financiering aan goed werkende humanitaire organisaties. Deze kunnen dan zelf snel beslissen hoe en waar onze middelen in te zetten ten tijde van crisissen. Het thema van humanitaire bescherming zal eveneens centraal staan bij het toewijzen van humanitaire bijstand. Respect voor het internationaal humanitair recht blijft een essentieel element en om de humanitaire ruimte te beschermen zullen ook op politiek vlak initiatieven genomen worden.

Waardig werk en private sector: twee kanten van dezelfde medaille

Als je gaat werken, moet dat een garantie zijn op een eerlijk loon en op arbeidsrechten. Dat is zo in België, en dat zou elders niet anders mogen zijn. Toch bevindt wereldwijd meer dan 60 % van de werkenden zich in de informele sector. Zonder sociale bescherming zijn zij uitermate kwetsbaar voor schokken zoals COVID-19. België blijft daarom de Internationale Arbeidsorganisatie (ILO) steunen, teneinde een transitie naar de formele

l'Organisation internationale du Travail (OIT), dans le souci de faciliter la transition vers l'économie formelle pour un maximum de personnes. À cet égard, le dialogue social est essentiel.

Nous entendons continuer à investir avec BIO dans le secteur privé local si celui-ci est prêt à offrir aux travailleurs et travailleuses des salaires décents ainsi que l'accès à la protection sociale et s'il ne fait pas de discrimination. Nous voulons également que les entreprises financées par BIO respectent les normes environnementales et se comportent de manière fiscalement responsable.

Une coordination entre les différents instruments de soutien au secteur privé – Enabel, BIO et les ONG – est indispensable pour obtenir de meilleurs résultats. Nous souhaitons également promouvoir l'esprit d'entreprise parmi les groupes défavorisés pour leur permettre de sortir de la pauvreté en devenant économiquement indépendants. De plus, les économies qui comptent de nombreuses femmes entrepreneures sont moins vulnérables aux crises financières et économiques. Il est aussi important que nous missions sur le financement des micro et petites entreprises, et que nous stimulions l'accès au marché pour ces entreprises.

Nous souhaitons d'autre part nous focaliser sur le commerce équitable et l'aborder sous l'angle des chaînes de valeur qui comblent le fossé Nord-Sud. Les citoyens et citoyennes belges sont de plus en plus conscient-es de l'importance des aliments et des produits issus de la production durable. Nous devons profiter de cette occasion pour œuvrer en faveur de bonnes conditions de travail pour les producteurs et productrices locaux-ales, d'un prix équitable pour leurs produits et d'un bon accès au marché. Nous voulons également mettre l'accent sur la transformation locale des produits. Comme à l'heure actuelle, celle-ci a lieu en Belgique ou en Europe, la valeur ajoutée est perdue pour les pays en développement. Il est donc important de mettre en place un cadre gouvernemental facilitateur. Nous voulons aider les autorités locales à créer les conditions d'une croissance durable et inclusive.

Nous comptons enfin renforcer les accords de coopération tels que The Shift et défendons nos principes au niveau international.

Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons aller de l'avant

Nous sommes solidaires de celles et ceux qui vivent dans la pauvreté ou dont les conditions de vie se sont dégradées en raison du COVID-19, mais nous sommes également conscient-es que notre contribution ne résoudra

économie mogelijk te maken voor een maximaal aantal mensen. Sociale dialoog is hierbij essentieel.

Wij willen verder met BIO investeren in de lokale private sector als die bereid is om werknemers een waardig loon te geven, toegang te geven tot sociale bescherming en als die niet discrimineert. Ook willen we dat bedrijven die financiering krijgen van BIO milieunormen respecteren en zich fiscaal verantwoordelijk gedragen.

Coördinatie tussen de verschillende instrumenten begaan met steun aan de private sector – Enabel, BIO en ngo's – is nodig om betere resultaten te boeken. We willen ook ondernemerschap promoten bij groepen die door economische onafhankelijkheid uit de armoede kunnen geraken. Bovendien zijn economieën met veel vrouwelijke ondernemers minder kwetsbaar voor financiële en economische crisissen. Het is belangrijk dat we inzetten op het aanbieden van financiering voor micro en kleine bedrijven en dat we toegang tot de markt stimuleren voor die bedrijven.

We zetten fairtrade centraal en willen dit benaderen vanuit waardeketens die de Noord-Zuidkloof overbruggen. De Belgische burger wordt steeds meer bewust van het belang van duurzaam geproduceerd voedsel en producten. Die opportuniteit moeten we gebruiken om te werken aan goede werkomstandigheden voor lokale producenten, een eerlijke prijs voor hun producten en een goede toegang tot de markt. We willen ook aansturen op lokale verwerking van producten. Doordat deze vandaag in België of Europa gebeurt, gaat de toegevoegde waarde verloren voor ontwikkelingslanden. Daartegenover moet een faciliterend overheidskader staan. We willen lokale overheden helpen om de randvoorwaarden te creëren voor duurzame en inclusieve groei.

We versterken samenwerkingsverbanden zoals The Shift en verdedigen onze principes op internationaal niveau.

Alleen samen gaan we vooruit

Wij zijn solidair met zij die in armoede leven en zij die verder achterop geraakt zijn door COVID-19, maar we zijn ons er ook van bewust dat onze bijdrage verre van alle problemen zal oplossen. We willen onszelf

pas tous les problèmes, tant s'en faut. Nous ne voulons pas non plus nous mettre au centre en tant que pays donateur, mais souhaitons renouer un dialogue sincère et politique avec nos pays partenaires afin de faire en sorte que la Belgique contribue réellement à la transformation et qu'elle réponde aux besoins des personnes vivant dans la pauvreté.

Agir en partenariat signifie également transcender les contradictions afin de trouver des solutions meilleures et largement soutenues. Il s'agit de rechercher l'expertise, l'expérience et l'énergie auprès de celles et ceux qui détiennent une partie de la solution et qui ont en même temps la volonté de participer à cette solution. Les résultats, la transparence et la responsabilité mutuelle constituent les principes directeurs essentiels de partenariats efficaces.

La crise du coronavirus provoque une baisse sans précédent des recettes fiscales, des investissements, du commerce et des envois de fonds (*remittances*). Dans ce contexte en particulier, les fonds de l'aide publique au développement (APD) sont essentiels en tant que levier pour une reprise durable. L'Aide Publique au Développement est la seule source de financement qui peut être utilisée efficacement dans la lutte contre la pauvreté et l'inégalité. Dans l'accord de gouvernement, le gouvernement s'engage à définir une trajectoire de croissance pour atteindre la norme de 0,7 % en 2030. Si notre prospérité croît à nouveau, notre solidarité aussi doit augmenter. Cependant, l'aide publique au développement sera loin d'être suffisante pour atteindre les Objectifs de développement durable d'ici 2030.

Nous entendons dès lors aussi encourager d'autres formes de financement du développement. Les envois de fonds des migrant-es représentent ainsi d'ores et déjà trois fois l'aide publique au développement. L'investissement privé s'avère également crucial, pour autant qu'il s'inscrive dans un cadre réglementaire durable, tandis que le financement innovant peut également constituer un instrument approprié. À cet égard, l'*Arrêté royal relatif aux instruments de financement innovants de la loi du 23 novembre 2017* doit être rendu opérationnel.

L'annulation de la dette a également sa place dans ce large éventail de sources de financement du développement. Aussi, notre pays poursuivra les efforts du passé pour annuler la dette des pays en développement et exhortera nos partenaires à faire de même. Enfin, nous chercherons également de nouvelles méthodes de financement. Les transferts en espèces peuvent constituer un moyen d'atteindre directement les plus pauvres, mais aussi un tremplin pour le développement des services de base.

ook niet centraal stellen als donorland. We willen weer aansluiten bij een oprechte én politieke dialoog met onze partnerlanden om ervoor te zorgen dat België écht bijdraagt tot transformatie en tegemoet komt aan noden van mensen in armoede.

Partnerschap betekent ook dat we tegenstellingen overstijgen om tot betere en gedragen oplossingen te komen en dat we de expertise, ervaring en energie opzoeken van zij die een deel van de oplossing in handen hebben én tegelijkertijd deel willen uitmaken van die oplossing. Resultaten, transparantie en wederzijdse verantwoording vormen een centrale leidraad voor doeltreffende partnerschappen.

De coronacrisis zorgt ervoor dat fiscale ontvangsten, investeringen, handel en *remittances* een ongeziene terugval kennen. Vooral in deze context zijn de middelen van de Officiële Ontwikkelingshulp (ODA) cruciaal als hefboom voor een duurzaam herstel. ODA is de enige bron van financiering die doelmatig kan ingezet worden in de strijd tegen armoede en ongelijkheid. De regering verbindt zich ertoe in het regeerakkoord een groeipad uit te tekenen naar de 0,7 % norm in 2030. Als onze welvaart opnieuw stijgt, moet ook onze solidariteit toenemen. Officiële ontwikkelingshulp alleen zal echter verre van voldoende zijn om de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen te realiseren tegen 2030.

We willen daarom andere vormen van ontwikkelingsfinanciering aanmoedigen. Geldtransfers van migranten zijn nu al 3 keer zo omvangrijk als officiële ontwikkelingshulp. Ook zijn private investeringen cruciaal, op voorwaarde dat deze binnen een duurzaam regelgevend kader gebeuren. Ook innovatieve financiering kan een gepast instrument zijn. Het *Koninklijk besluit betreffende de innovatieve financieringsinstrumenten van de wet van 23 november 2017* moet geoperationaliseerd worden.

Schuldkwijtschelding heeft eveneens een plaats binnen die brede mix van ontwikkelingsfinanciering. België zal de inspanningen van het verleden verderzetten om schulden kwijt te schelden aan ontwikkelingslanden en bij onze partners aandringen hetzelfde te doen. Tenslotte gaan we ook nieuwe financieringsmethodes zoeken. Cash transfers kunnen een manier zijn om de armsten direct te bereiken, maar dan als een opstap tot de ontwikkeling van basisdiensten.

À long terme, les recettes fiscales nationales constituent le financement le plus durable du développement. Aussi, nous souhaitons renforcer la capacité de nos pays partenaires à percevoir des impôts et assurer la cohérence avec nos propres règles fiscales. Dans ce but, la Belgique participera activement à la prochaine phase de l'Initiative fiscale d'Addis, dont la première phase s'achèvera après 2020.

La coopération gouvernementale mise en œuvre par notre Agence belge de développement, Enabel, reste une pierre angulaire importante de nos efforts. Vu la forte expertise de ces organisations, de leurs relations étroites avec les pays en développement et de leur présence dans ces pays, notre pays continuera également à miser sur la coopération multilatérale au développement. Cela est également une concrétisation de notre engagement multilatéral. L'Union européenne continuera à être une très importante source de fonds dans les années à venir. Nous assurerons dès lors un suivi étroit de leur affectation dans le nouveau cadre financier pluriannuel. Les recommandations d'une évaluation récemment lancée sur le financement de la coopération multilatérale serviront de base à une réflexion sur l'avenir de ce financement.

Tant en Belgique que dans nos pays partenaires, la société civile joue un rôle clé en tant que moteur du changement social. Une relation mature avec la société civile, fondée sur son autonomie et son droit d'initiative, permet de veiller à ce que la politique de développement reste en phase avec la réalité sur le terrain. Nous reconnaissons ce rôle et le considérons comme une valeur ajoutée. C'est pourquoi il est également important que nous nous engageons à écouter et à donner encore davantage la parole aux voix critiques émanant de la société civile.

Afin d'accroître le soutien à notre travail, nous poursuivons nos efforts de promotion de la citoyenneté mondiale. Nous tirons les enseignements de nos succès dans ce domaine et nous nous engageons à élargir les partenariats. Nous étudions également la manière dont la coopération avec les entreprises peut être approfondie. L'importance des villes et des autorités locales est croissante à cet égard. À l'heure actuelle, plus de la moitié de la population mondiale vit dans les villes. Ce nombre ne fera qu'augmenter et, selon les chiffres les plus récents, 70 % de la population mondiale vivrait en milieu urbain d'ici 2030. Selon l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, le combat pour le développement durable sera gagné ou perdu dans les villes! Voilà pourquoi j'entends utiliser mon domaine politique des Grandes Villes pour renforcer les villes.

D'autres domaines politiques ont également souvent un impact majeur sur le sort des pays en développement,

Op lange termijn vormen nationale fiscale inkomsten de meest duurzame financiering van ontwikkeling. We willen dan ook de capaciteit van onze partnerlanden om belastingen te innen versterken en zorgen voor coherentie met onze eigen fiscale spelregels. België zal bijgevolg actief meewerken aan de volgende fase van het Addis *Tax Initiative*, waarvan de eerste fase afloopt na 2020.

De gouvernementele samenwerking die wordt uitgevoerd door het Belgisch ontwikkelingsagentschap ENABEL blijft een belangrijke hoeksteen van onze inspanningen. Omwille van de sterke expertise van deze organisaties en hun sterke relatie met en aanwezigheid in de ontwikkelingslanden, zal België ook blijven inzetten op de multilaterale ontwikkelingssamenwerking. Dit is ook een concrete verwezenlijking van ons multilateraal engagement. De EU zal de komende jaren een zeer omvangrijk kanaal blijven voor onze middelen. We volgen de besteding van deze binnen het nieuwe financiële meerjarencader dan ook op de voet. De aanbevelingen van een recent opgestarte evaluatie over de financiering van de multilaterale samenwerking zullen de basis vormen voor een reflectie over de toekomst van die financiering.

Zowel in België als in onze partnerlanden speelt het middenveld een sleutelrol als motor van maatschappelijke verandering. Een volwassen relatie met de civiele maatschappij, gebaseerd op haar autonomie en initiatiefrecht, zorgt ervoor dat het ontwikkelingsbeleid voeling houdt met de realiteit op het terrein. Wij erkennen die rol en zien deze als een meerwaarde. Daarom is het ook belangrijk dat we ons inzetten voor het behoud en het vergroten van de ruimte voor kritische stemmen uit het middenveld.

Om het draagvlak voor ons werk te vergroten zetten we verder in op de bevordering van wereldburgerschap. We leren uit de successen op dit terrein en gaan voor een verbreding van de partnerschappen. We onderzoeken ook hoe de samenwerking met ondernemingen verdiept kan worden. Daarbij groeit het belang van steden en lokale overheden. Vandaag leeft meer dan de helft van de wereldbevolking in steden. Dat aantal zal alleen maar toenemen en volgens de meest recente cijfers zou 70 % van de wereldbevolking tegen 2030 in een stedelijke omgeving leven. Volgens voormalig secretaris-generaal van de Verenigde Naties Ban Ki-moon zal de strijd voor duurzame ontwikkeling dan ook in de steden gewonnen of verloren worden. Daarom wil ik mijn bevoegdheid Grootstedenbeleid ook inzetten voor de versterking van de steden.

Ook andere beleidsdomeinen hebben vaak een grote impact hebben op het lot van ontwikkelingslanden, denk

comme les accords commerciaux qui entravent l'accès à nos marchés ou l'absence de règles fiscales pour empêcher la fuite des capitaux des pays en développement. Une plus grande concertation sur la cohérence des politiques peut contribuer à éviter des réglementations contradictoires. C'est pourquoi nous prévoyons la création d'un organe de concertation interministériel. En outre, nous continuons à nous appuyer sur les instruments déjà prévus par la loi pour renforcer la cohérence des politiques. Le passé nous ayant toutefois appris que l'obtention de résultats dans ce domaine est complexe, nous commencerons par des initiatives très concrètes et non sur la base de concepts théoriques. Les expériences de l'étranger peuvent nous aider à ce niveau.

*La ministre de la Coopération au développement,
chargée des Grandes villes,*

Meryame KITIR

aan handelsakkoorden die toegang tot onze markten bemoeilijken of een gebrek aan fiscale spelregels om kapitaalvlucht uit ontwikkelingslanden tegen te gaan. Meer overleg rond beleidscoherentie kan helpen om tegenstrijdige regelgeving te vermijden. Daarom voorzien we de oprichting van een interministerieel overlegorgaan. Daarnaast bouwen we verder op de instrumenten die reeds wettelijk werden voorzien om beleidscoherentie te versterken. We weten echter uit het verleden dat het behalen van resultaten op dit vlak complex is. We beginnen dan ook met zeer concrete initiatieven en niet op basis van theoretische concepten. Ervaringen uit het buitenland kunnen ons hier helpen.

*De minister van Ontwikkelingssamenwerking,
belast met Grote Steden,*

Meryame KITIR